

Rafle dans le milieu Islamiste

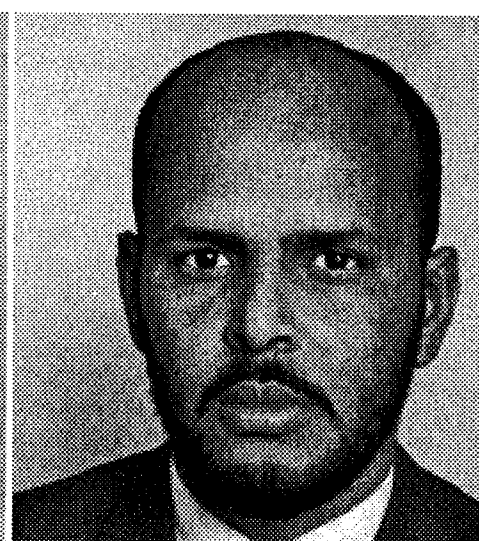
LES ISLAMISTES DE NOUVEAU INDEXÉS



Ould Deddew



Ould Mohd Moussa



J. Mansour

Interpelés le 3 mai 2003, présentés devant la Justice et écroués à la prison de Baïla début juin de la même année, les dirigeants islamistes mauritaniens étaient en liberté provisoire depuis le 25 août 2003.

Depuis l'après-midi du 10 Octobre, cette liberté aura cessé d'être provisoire, du moins, pour certains d'entre eux. Cette fois, ce ne sont pas la quarantaine de prévenus de l'époque, qui ont été de nouveau interpellés, mais trois des principaux dirigeants de la mouvance islamiste, notamment l'érudit Mohamed El Hacem Ould Deddew, Jemil Ould Mansour et Moctar Ould Mohamed Moussa (un ancien ambassadeur).

suite en page 2

Raflé dans le milieu Islamiste

Les islamistes de nouveau indexés

Interpellés le 3 mai 2003, présentés devant la Justice et écroués à la prison de Baïla début juin de la même année, les dirigeants islamistes mauritaniens étaient en liberté provisoire depuis le 25 août 2003.

Depuis l'après-midi du 10 Octobre, cette liberté aura cessé d'être provisoire, du moins, pour certains d'entre eux. Cette fois, ce ne sont pas la quarantaine de prévenus de l'époque, qui ont été de nouveau interpellés, mais trois des principaux dirigeants de la mouvance islamiste, notamment l'érudit Mohamed El Hacen Ould Dedew, Jemil Ould Mansour et Moctar Ould Mohamed Moussa (un ancien ambassadeur).

Une quatrième personne répondant au nom de Cheikh Baye Ould Habib figurerait parmi les interpellés, même si des sources journalistiques ont confirmé que son interpellation avait précédé de quelques jours, celle des trois dirigeants islamistes cités.

Ces interpellations sont-elles en rapport avec l'appartenance de certains militants islamistes au "groupe de Koutchala" démasqué par les autorités après l'arrestation du Capitaine Ould Mini ? Sont-elles une relance du dossier RP 454/2003 par lequel les islamistes avaient été accusés l'année dernière, de "Complot contre l'ordre constitutionnel" et pour lequel l'instruction n'était pas close ? Ou bien sont-elles tout simplement, en rapport avec l'action politique menée par ces dirigeants islamistes au sein d'une formation politique non reconnue, le PCD ?

Même si dans le passé les autorités ont eu à arrêter des dirigeants de partis politiques non reconnus pour "violation de la loi sur les partis politiques" tel que fut le cas, pour "Nouhoud" l'année dernière, il semble exclu que ce soit, cette fois, la même raison avec les islamistes. Le Parti de la Convergence Démocratique non reconnu (PCD) tient certes des réunions mais n'a pas pignon sur rue, qui fera qu'il viole la loi sur les partis.

La Direction de la Sûreté précise

D'ailleurs dans une déclaration rendue publique en début de la même soirée sous la référence 0052/DPJSP/DGSN, le Commissaire principal Nkeranny Ould Mohamed Mahmoud a expliqué les raisons de ces interpellations en ces termes : " Messieurs Mohamed El Hacen Ould Dedew, Moctar Ould Mohamed Moussa et Jemil Ould Mansour ont été interpellés dans le cadre de l'enquête en cours, car des jeunes évoluant dans leur sillage ont été recrutés et envoyés par Hamoudi Ould Siyam, Yehdih Ould Mohamed Ould Ebnou, Sidi Mohamed Ould Mohamed et Mohamed El Moustapha Ould Sid'Ahmed vers le nord de la Côte d'Ivoire en zone rebelle, afin d'être formés pour des actions de terrorisme en Mauritanie."

Les interpellations des dirigeants islamistes s'inscrivent donc pour les autorités, comme on l'a vu, dans le contexte actuel marqué par le démantèlement d'une filière putschiste à laquelle appartiennent plusieurs membres de la mouvance islamiste : Hamoudi Ould Siyam, Moulalye Ould Brahim Sid'Amar Ould Cheikhna, Mohamed Ould Hmeidy. Seulement la présence d'éléments islamistes dans la filière putschiste est une chose et l'implication de la mouvance islamiste et de ses dirigeants en est une autre.

Cela est d'autant vrai que tour à tour, les deux principaux dirigeants de la mouvance islamiste MM Jemil Ould Mansour et Mohamed El Hacen Ould Dedew s'étaient empressés de rendre public au lendemain de la découverte de l'implication de militants islamistes dans la filière putschiste des déclarations rejetant la violence.

Les Islamistes se démarquent

Ainsi, dès le 4 octobre Ould Mansour a tenu à préciser dans une déclaration de Presse que bien que les informations de présence d'islamistes avec les putschistes "prêtent au doute", que dans le cas où, elles sont toutefois confirmées, sa mouvance n'hésitera pas à "condamner de telles attitudes et les considérer comme l'expression de volonté personnelle qui ne reflète en rien la position de la mouvance islamiste dans son écrasante majorité et celle du parti de la convergence démocratique dans son ensemble", soulignant à ce sujet que "la mouvance islamiste a choisi la voie pacifique et elle y demeurera avec l'aide d'ALLAH."

A son tour l'érudit Ould Dedew avait appelé au cours d'un rassemblement organisé par les islamistes dans la Mosquée " Al Dhikr " de Dar Naim, le 7 octobre dernier, à une réconciliation nationale pour l'intérêt de la Nation et des citoyens. Ould Dedew a puisé, dans une série de références tirées du Saint Coran et de la Souna, condamnant l'utilisation des armes contre les gouvernants et les gouvernés et l'interdiction de porter du tort à l'endroit des personnes, s'exprimant en ces termes : " J'appelle les oulémas, les intellectuels, les partis politiques, les associations de la société civile et tous les acteurs de ce pays, gouvernants et gouvernés à une réconciliation nationale, à mettre l'intérêt national avant toutes les considérations "

Ces appels conciliants et apaisants ne semblent pas avoir été décryptés dans le sens voulu par le Pouvoir.

Vraisemblablement parce que des cercles soucieux d'orienter le pouvoir vers la répression des islamistes avaient vu dans de telles attitudes une volonté de prendre les devants pour se disculper d'une éventuelle implication de la mouvance islamiste, toute entière, dans l'action de déstabilisation de la Mauritanie orchestrée à partir du Burkina et de la Libye. Deux pays qui ne sont pas, amis de la mouvance islamiste. Un détail qu'il ne faut pas négliger !